

Échos de la fhcc

ÉDITION DE L'ONTARIO MAI 2007 – Volume 15, No. 1



PLUS FORT
ENSEMBLE



UNIFIONS
nos coops

La campagne sur le transfert à l'échelon provincial vise à unir les coopératives d'habitation de l'Ontario

Comme nos efforts pour obtenir des modifications de la *Loi sur la réforme du logement social* donnent des résultats décevants, les coopératives d'habitation de l'Ontario profitent d'une occasion inattendue de proposer des changements encore plus importants. L'invitation à « aménager la LRLS » est maintenant devenue une campagne visant à « transférer à l'échelon provincial l'habitation coopérative ».

L'occasion s'est présentée lorsque le gouvernement de l'Ontario a annoncé l'été dernier qu'il travaillerait avec les municipalités pour examiner qui paie et qui offre toute une gamme de services transférés aux municipalités par le gouvernement précédent, notamment l'habitation coopérative et sans but lucratif. L'occasion se présente après des années de pressions sur la province par les municipalités pour qu'elle reprenne ces coûts qui ont paralysé les budgets municipaux.

Le Conseil de l'Ontario a pensé que cet examen est une occasion exceptionnelle non seulement d'aider les coopératives qui ont de la difficulté à fonctionner selon la LRLS imposée d'en haut et assortie de règles, mais aussi de renforcer le secteur de l'habitation coopérative en Ontario. [2] ►



3
Des coopératives et des jeunes bénéficient du programme de stage

4
Finances et finesse
Les économies d'énergie produisent des économies d'argent à Newmarket

5
Dossier
Cole Road cherche à répondre aux nouveaux besoins de ses membres

6
Nouvelles d'On Co-op
Le secrétariat se gagne des appuis, le recensement et Denyse Guy

7
À signaler
Atelier sur les problèmes relatifs à la violence faite aux femmes, Introduction à la gestion et au marketing des coopératives

8
Profil du Conseil : Patrick Newman



Des représentants de coopératives rencontrent John Milloy, député provincial de Kitchener Centre, pour parler de la campagne de transfert à un niveau supérieur

été envoyés par la poste en mars et un centre de la campagne de transfert a été établi sur le site Web de la FHCC avec tous les outils et les ressources nécessaires.

Une fois que les lettres seront arrivées, les coopératives devraient organiser une réunion avec leur député provincial et leur conseiller municipal afin de se gagner leur appui. Le personnel de la Région de l'Ontario peut vous aider à organiser ces réunions.

La campagne est déjà en plein essor, Des représentants de coopératives ont rencontré plus de 30 députés provinciaux et beaucoup d'autres rencontres sont prévues. En outre, les lettres envoyées par les coopératives au premier ministre pour appuyer le transfert commencent à arriver. Vous pouvez trouver sur le site Web de la FHCC la liste de toutes les coopératives qui ont envoyé une lettre.

« Le moment choisi pour la campagne est excellent, dit **Harvey Cooper**, le gestionnaire des Relations gouvernementales de la Région de l'Ontario. Comme des élections provinciales sont prévues le 10 octobre, il s'agit d'un bon moment pour attirer l'attention de tous les partis politiques. Ces élections seront probablement très serrées. Les votes des membres des coopératives seront importants pour les candidats. »

Pour plus d'information sur la campagne ou pour obtenir de l'aide afin de transmettre vos lettres ou organiser des réunions, appelez Harvey Cooper (poste 237) ou **Andrew Noble** (poste 239) au 1-800-268-2537 ou allez au Centre de la campagne de transfert sur notre site Web à www.fhcc.coop.

En décembre le Conseil a présenté une proposition dans le cadre de l'examen provincial-municipal pour demander à la province :

- de retransférer à la province le coût et l'administration des coopératives administrées par les municipalités;
- de conclure une entente avec l'Agence des coopératives d'habitation pour l'administration du programme;
- de profiter de la nouvelle entente pour établir les règles de la *Loi sur la réforme du logement social* afin qu'elle fonctionne pour les coopératives d'habitation.

« Notre proposition est très avantageuse à cet égard, dit le président du Conseil de l'Ontario, **Joseph Zebrowski**. Elle permet à la province d'offrir aux municipalités un certain allègement financier sans mettre la banque en faillite. Les municipalités pourront bénéficier d'économies appréciables et auront finalement un groupe de fournisseurs qui ont beaucoup plus en commun, de sorte que l'administration du programme sera plus facile. En outre,

les coopératives seront unies sous un même toit avec une administration et des règles convenant davantage à leurs besoins. »

Mais Zebrowski nous prévient qu'il ne suffit pas d'avoir une bonne idée. « Beaucoup d'idées seront exprimées au moment de l'examen, dit-il. Notre défi consiste à faire partie de la courte liste de bonnes idées qui seront adoptées. Voilà l'utilité de la campagne de transfert. »

La Région de l'Ontario demande à chaque coopérative dans la province d'écrire au premier ministre McGuinty pour l'exhorter à appuyer la proposition de transfert à l'échelon provincial. Il faut envoyer une copie de la lettre au ministre des Finances, **Greg Sorbara**, et au ministre des Affaires municipales et du Logement, **John Gerretsen**, qui dirige l'examen du côté provincial. Envoyez-en aussi une copie à votre député provincial local et au bureau de la Région de l'Ontario.

Un ensemble de documents à l'usage des coopératives pour la campagne ont

Des coopératives d'habitation et des jeunes profitent du programme de stage

« La relation avec mon mentor à la coopérative a été excellente, affirme **Marcel Lambert**. Le climat dans le bureau est très détendu, mais professionnel. Ce fut une excellente occasion pour moi. » Il est clair que Marcel a apprécié son expérience à **Clarion Co-operative Homes** à Cambridge.

Depuis six mois, Marcel travaille à la coopérative à titre de stagiaire du Programme de stage en coopérative (Co-operative Internship Experience Program) dirigé par la Ontario Co-operative Association (**On Co-op**). Ce programme jumelle des internes avec des mentors pour des placements de 26 semaines. Les stagiaires, qui doivent être âgés de 16

à 29 ans et avoir quitté l'école depuis trois mois, obtiennent une expérience sur le tas, une formation et un salaire. Les coopératives bénéficient des services d'une personne pour du travail à faire à faible coût puisque le salaire est payé en partie par une subvention de Service Canada.

« Marcel a travaillé surtout au développement communautaire, selon **Fran Power**, directrice général à Clarion. Elle a aussi contribué au traitement des demandes d'adhésion à la coopérative, a répondu à des questions courantes des membres et s'est occupée du bureau pendant que j'étais à des réunions. J'ai pu ainsi vraiment diminuer ma charge de travail. »

Cynthia Lushman coordonne le programme de stage depuis que On Co-op l'a lancé il y a cinq ans. Elle dit que le programme s'est révélé un moyen efficace d'attirer des jeunes dans une carrière dans le secteur des coopératives et des coopératives de crédit. « Les coopératives d'habitation profitent vraiment du programme, précise-t-elle. Six des 18 coopératives participantes à l'heure actuelle sont des coopératives d'habitation. »

Marcel dit que son stage l'a aidée à acquérir de nouvelles compétences précieuses. Quand on lui a demandé ce qui lui manquerait le plus à la fin, Marcel a mentionné les ateliers et les cours de formation auxquels elle a pu assister. « Mais, a-t-elle ajouté rapidement, je ne m'en vais pas. On m'a offert un poste ici à Clarion pour continuer le travail que je fais et pour apprendre davantage. »

On Co-op négocie actuellement la prochaine session du programme avec Service Canada. Si on obtient une subvention, Lushman indique que le programme commencera probablement cet automne avec environ 20 stages offerts. Pour plus d'information ou pour poser sa candidature, appelez On Co-op au 1-888-745-5521. Sur le Web, consultez www.ontario.coop.



◀ **Marcel Lambert (G)** discute des budgets des comités avec **Fran Power**, gestionnaire général, et **Nancy Nolan (D)**, trésorière.



Newmarket permet à ses membres de faire des économies sur les frais des services publics

Laura Hele parle avec enthousiasme du travail que fait **Newmarket Co-operative Homes** pour limiter les frais des services publics de ses membres. « Les coopératives sont au service de leurs membres et la nôtre pense qu'elle doit faire tout son possible pour faire baisser les frais des services publics payés par les membres, affirme Hele, coordonnatrice de l'habitation de la coopérative. Si les frais des membres sont moins élevés, la coopérative en bénéficie indirectement parce qu'il y a moins d'arrérages. »

Newmarket Co-op a reçu récemment environ 50 000 \$ de Newmarket Hydro pour des améliorations en matière d'énergie. « On est d'abord venu faire une vérification de notre consommation d'énergie, explique Hele. On a fait un test d'infiltration, c'est à-dire qu'on a fait fonctionner un gros ventilateur devant la porte de chaque logement pour savoir jusqu'à quel point les immeubles sont étanches. » La vérification, qui a été faite il y a un an, a servi à déterminer l'admissibilité de la coopérative à un programme et à déterminer quelles améliorations seraient les plus utiles.

Ce printemps, la coopérative fera tout le travail, c'est à-dire le calfeutrage, le scellement, la pose de coupe-brise et d'isolation, l'installation de thermostats programmables et le remplacement des chauffe-eau.

La coopérative participe également à un projet pilote avec l'Office de l'électricité de l'Ontario (OÉO). Les logements sont chauffés avec des plinthes électriques, ce qui est très coûteux pour les membres. La remise à neuf avec le chauffage au gaz naturel à air pulsé n'était pas une possibilité réaliste. Plutôt, la coopérative, avec des fonds de l'OÉO, est en voie d'installer des unités d'emmagasinement thermique de l'électricité. Ces systèmes fonctionnent la nuit, lorsque le prix de l'électricité est bas, et la chaleur est emmagasinée dans des tuiles céramiques à haute densité. Pendant la journée, lorsque le prix de l'électricité est élevé, les logements utilisent la chaleur emmagasinée pour se chauffer.

« Nous sommes l'un des premiers immeubles en Ontario à obtenir ces unités d'emmagasinement », explique Hele. Newmarket Hydro se prépare à faire la facturation en fonction de l'heure où l'énergie est consommée et les logements de la coopérative ont déjà des compteurs intelligents permettant la facturation selon l'heure d'utilisation. Lorsque ce barème de prix à paliers sera en place, il est probable que les unités d'emmagasinement thermique de l'électricité feront économiser aux membres environ 35 % de leurs frais de chauffage. Hele encourage d'autres coopératives à profiter de ce genre d'occasions. « Il semble y avoir de plus en plus de fonds disponibles pour apporter des améliorations sur le plan de l'énergie, dit-elle. Newmarket Hydro était à la recherche de fournisseurs de logements sociaux à cette fin, et nous avons saisi l'occasion. »

Où trouver de l'information sur les programmes d'économie d'énergie

- Voir Greenlight Initiative de la Société des services de logement social (SSLS) à www.shscorp.ca. Ou appeler **Elsie Harvey** au 866-268-445, poste 238. Greenlight est un programme global de vérification de l'énergie, de subventions et de prêts pour la remise à neuf et pour l'éducation des résidents dans le secteur de l'habitation coopérative et sans but lucratif en Ontario. Dans le cadre du programme, la SSLS peut aider votre coopérative à profiter des nombreux programmes de financement offerts. Les coopératives des programmes fédéraux sont admissibles.
- Demandez à votre service local d'électricité ou de gaz s'il y a des programmes contribuant à la réduction de la consommation d'énergie.

Cole Road cherche à répondre au besoin de petits logements

À mesure qu'évoluent les besoins des membres des coopératives, est-ce que les coopératives d'habitation peuvent s'adapter pour y répondre? Les membres de **Cole Road Co-operative Community** à Guelph le pensent sûrement.

Lorsque la coopérative a été fondée en 1992, elle comptait seulement des logements de deux et de trois chambres. Pendant 15 ans, la coopérative a fonctionné de façon prospère et diversifiée, mais récemment les membres ont commencé à craindre que certains de leurs voisins ne soient forcés de quitter la coopérative parce que leur logement est devenu trop grand! Un certain nombre de membres de longue date dont les enfants ont maintenant grandi et ont quitté, veulent rester dans leur collectivité, mais il n'y a pas de logement d'une seule chambre pour eux.

Un membre de la coopérative de longue date, **Sheryl Howitt**, a expliqué comment la coopérative a réagi aux craintes des membres qui s'inquiètent d'être obligés de déménager. « Beaucoup de membres des coopératives qui ont un logement trop grand ont des problèmes de santé et étaient accablés à l'idée d'être obligés de déménager et de perdre leur logement, leur milieu et des relations de si longue date. Nous avons voulu chercher à résoudre nous-mêmes le problème. Nous avons donc commencé à examiner la possibilité d'ajouter de plus petits logements. »

Cole Road Co-op a l'intention de remplacer son centre communautaire par un immeuble de 10 à 12 logements et un nouveau centre communautaire.

La coopérative possédait heureusement du terrain pouvant accueillir d'autres logements. Elle espère démolir son centre communautaire et le remplacer par un immeuble à appartements de faible hauteur qui pourrait comprendre 10 ou 12 logements d'une chambre, ainsi que le nouveau centre communautaire.

Il est bien beau d'avoir une idée et d'avoir le terrain, mais ce n'est qu'un début. Il fallait aussi trouver les fonds nécessaires à l'exécution du projet. Avec l'aide du spécialiste de l'aménagement de logements de la FHCC, **Tim Welch**, la coopérative a demandé et a reçu un montant de 18 000 \$ en financement de démarrage de la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Elle utilise l'argent pour raffiner le plan, notamment faire une étude de marché du logement et préparer un plan préliminaire et une analyse initiale de faisabilité financière. La coopérative espère maintenant obtenir des capitaux du Programme Canada-Ontario de logement abordable pour les nouveaux logements.

Cole Road est une coopérative administrée par la municipalité et elle est appuyée dans ses projets par le comté de Wellington.

Les nouvelles habitations répondraient aux besoins des parents maintenant seuls qui veulent continuer à rester dans la coopérative. Elles répondraient aussi aux besoins des personnes qui sont actuellement sur la liste d'attente pour un logement abordable, y compris celles qui habitent d'autres coopératives du secteur et dont le logement est devenu trop grand. Environ la moitié des personnes figurant sur la liste d'attente à Guelph cherchent un logement d'une seule chambre.

« Nous n'en sommes pas encore là, mais nos membres sont très déterminés à réussir, affirme Howitt. Avec l'appui de la FHCC et de notre gestionnaire de services, nous sommes convaincus que nous réussirons. Je pense que nous pourrons montrer la voie à de nombreuses autres coopératives à mesure qu'évoluent les besoins de leurs membres. »



Denyse Guy (D) reçoit le
Prix Gary Gillam pour la
responsabilité sociale d'une
entreprise.

Le secrétariat des coopératives de l'Ontario obtient un appui important

par Mark Ventry

En août 2005, la Ontario Co-operative Association (**On Co-op**) a publié un Livre blanc sur l'aménagement de coopératives (White Paper in Cooperative Development) dans lequel elle demandait à la province d'établir un secrétariat provincial des coopératives pour promouvoir le modèle des coopératives. Depuis, les dirigeants de coopératives ont rencontré près de 20 députés provinciaux pour essayer de se gagner leur appui.

Juste avant Noël, l'Assemblée législative de l'Ontario a adopté une résolution, proposée par le député **Ted McMeekin**, afin d'appuyer la création d'un secrétariat des coopératives.

En préparation aux élections provinciales cet automne, On Co-op cherche à se gagner l'appui exprimé dans la résolution, qui est devenue un projet de loi établissant un secrétariat. Les partisans de tous les secteurs du milieu des coopératives profiteront des assemblées de tous les candidats au cours des élections pour les exhorter à appuyer la proposition.

Si votre coopérative désire prendre part à une assemblée de tous les candidats dans votre circonscription, prière de communiquer avec **Audrey Aczel Castillo** à gov_relations@ontario.coop ou au téléphone 1-800-745-5521, poste 37.



Le tout premier recensement des coopératives de l'Ontario tire à sa fin

par Mark Ventry

On Co-op recueille des données sur les coopératives et les coopératives de crédit de l'Ontario afin de présenter le tout premier rapport de type recensement sur les coopératives dans la province. Sur une période de quatre mois, on a demandé à toutes les coopératives de répondre au même ensemble de questions détaillées.

Les données serviront :

- à montrer l'ampleur, l'organisation et l'impact économique des coopératives en Ontario;
- à infléchir les politiques publiques;
- promouvoir le modèle de fonctionnement des coopératives;
- à recenser les difficultés dans chaque partie du secteur coopératif.

Une fois le rapport terminé, il constituera une étude unique et importante du mouvement coopératif en Ontario.

La collecte des données étant presque terminée, l'équipe du recensement commence actuellement à examiner les données. L'équipe déterminera également quels secteurs ou quelles régions doivent avoir un suivi afin de préciser l'information.

Le taux de réponse des coopératives d'habitation a été assez élevé, mais beaucoup n'ont pas encore répondu au recensement. Si votre coopérative ne l'a pas encore fait, prière de communiquer avec **Karen Kew**, gestionnaire du projet de recensement, à kkew@ontario.coop pour répondre au sondage.

Denyse Guy gagne un prix de responsabilité sociale

Félicitations à **Denyse Guy**, directrice générale d'On Co-op, qui a gagné le Prix Gary Gillam pour la responsabilité sociale des entreprises. Ce prix, attribué par Credit Union Central of Ontario, rend hommage à Denyse pour son travail de promotion de la responsabilité sociale dans le secteur des coopératives et des coopératives de crédit. Denyse est une amie de longue date des coopératives d'habitation et elle a travaillé à titre de gestionnaire de coopérative d'habitation et vérificatrice dans le centre de l'Ontario avant de devenir directrice générale d'On Co-op.

L'atelier sur les problèmes relatifs à la violence faite aux femmes procure de nouveaux outils au personnel des coopératives

par Eliza Moore

Cet hiver, le personnel des coopératives dans plusieurs régions de la province ont assisté à un atelier d'un jour intitulé « Pour des collectivités en santé – Formation sur les problèmes relatifs à la violence faite aux femmes pour les coopératives d'habitation ». Le cours a été élaboré par l'Association du logement sans but lucratif de l'Ontario grâce à une subvention de la province et adapté pour les coopératives d'habitation par la Région de l'Ontario de la FHCC.

L'atelier a été créé en réaction aux besoins que le personnel des coopératives d'habitation et à but non lucratif du programme de l'Ontario ont exprimés. Étant donné le nombre croissant

de personnes « ayant une priorité spéciale », qui sont généralement des victimes de violence conjugale, il y a des besoins tout à fait particuliers dans de nombreuses coopératives et groupes d'habitation sans but lucratif.

Au début de l'atelier, on a commencé par examiner les indices de violence et l'impact sur les coopératives et sur le personnel. Les participants se sont réunis en petits groupes pour examiner des études de cas et discuter de la façon de réagir à des situations courantes. Après le repas du midi, le groupe a cherché à définir les difficultés que posent les cas de violence contre les femmes, certains aspects relatifs à la sécurité, et comment se protéger elles-mêmes dans ces situations difficiles.

La réaction à la documentation et aux ateliers interactifs a été généralement très favorable. Au cours des discussions dans toutes les séances, on a fait valoir la nécessité récente d'approfondir cette question de même que d'offrir du logement plus abordable et plus de ressources aux victimes de violence.

Introduction à la gestion de l'habitation coopérative

« Merci beaucoup. L'atelier a été extraordinaire et je suis si heureux d'y avoir participé. » Voilà la réaction de l'un des participants au cours populaire d'introduction à la gestion de l'habitation coopérative tenu à Toronto les 6 et 7 mars. Cet atelier a eu lieu pour la première fois à l'AGA à London et il est en train de devenir rapidement une activité essentielle pour les nouveaux gestionnaires. Trente gestionnaires de coopératives, gestionnaires éventuels et gestionnaires de services ont assisté à la session, pour laquelle il n'y avait plus de place dans les quelques jours qui ont suivi l'ouverture des inscriptions.

L'atelier de deux jours porte sur les responsabilités des gestionnaires qui sont propre à l'habitation coopérative. Les participants n'ont eu que des éloges pour la qualité de la documentation, les conseils pratiques, les outils présentés, et la connaissance et l'attitude avenante des animateurs de l'atelier. Ainsi que l'a fait observer un participant dans le formulaire d'évaluation : « J'ai vraiment apprécié l'atelier. J'ai acquis beaucoup de connaissances. »

Quatre gestionnaires de services y ont pris part et ont mentionné qu'ils comprennent maintenant beaucoup mieux le vaste secteur des coopératives et comment les coopératives d'habitation diffèrent d'autres types d'habitation à but non lucratif. Le cours sera offert prochainement à l'AGA de la FHCC à Toronto en juin 2008.

De l'aide de la SCHL pour le marketing

Votre coopérative doit avoir des renseignements exacts et à jour au sujet du marché de l'habitation dans votre secteur pour prendre ses décisions budgétaires et élaborer ses plans de marketing. La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) publie beaucoup d'information, disponible rapidement en ligne, qui peut vous être utile.

Mentionnons en particulier le *Rapport sur le marché locatif – Grands centres*, publié chaque automne. On y trouve des renseignements au sujet de la moyenne des loyers et sur les logements vacants. Il y a des rapports distincts pour dix régions métropolitaines de l'Ontario et un rapport intitulé « Faits saillants » sur presque 50 petits centres en Ontario. Pour télécharger l'un ou l'autre des rapports de la SCHL, allez aux pages de l'Information sur le marché de l'habitation sur le site Web de la SCHL à www.SCHL-schl.gc.ca.

Le représentant régional pour l'Ontario et le membre du Conseil de l'Ontario Patrick Newman à l'AGA de 2005 à Edmonton.



Échos de la FHCC est publié par la Fédération de l'habitation coopérative du Canada. On peut en reprendre des extraits, à condition de mentionner la source : FHCC.

Des articles, des commentaires ou des questions? Communiquez avec Keith Moyer (tél. : 1-800-268-2537 ou courriel : kmoyer@fhcc.ca).

Rédacteur : Keith Moyer
kmoyer@fhcc.ca
Conception et impression :
EGO Creative Solutions
design@egocreatives.com
Allegra Print & Imaging
jim@allegra-ottawa.ca

Pour information :

Bureau national
311-225, rue Metcalfe,
Ottawa (Ontario) K2P 1P9
Tél. (613) 230-2201
Télec. (613) 230-2231
Sans frais : 1-800-465-2752

Région de l'Ontario
313-720, ave. Spadina,
Toronto (Ontario) M5S 2T9
Tél. (416) 366-1711
Télec. (416) 366-3876
Sans frais : 1-800-268-2537

Profil du Conseil : Patrick Newman

par Merrilee Robson

C'est l'amour qui a amené **Patrick Newman** à l'habitation coopérative. Le représentant régional pour l'Ontario de la FHCC avait entendu parler des coopératives d'habitation. Il savait que les coopératives offrent du logement abordable et que les membres participent au fonctionnement de la coopérative. Mais c'est après avoir rencontré sa femme, Carol, membre d'une coopérative, qu'il a décidé de déménager à la **Cardiff Housing Co-operative** à Toronto, en 1994.

Dès qu'il est devenu membre de la coopérative, Patrick a commencé à siéger presque immédiatement au Comité des finances et il a été élu au conseil d'administration l'année suivante. Au moment où il a emménagé, la campagne de la FHCC visant à mettre un frein au transfert aux provinces des programmes fédéraux d'habitation coopérative battait son plein. « Cardiff a participé pleinement, affirme Patrick. J'ai compris quels étaient les problèmes sur le plan national et j'ai pu me faire une bonne idée de la situation de l'habitation coopérative. »

Il a commencé à participer de façon plus large en se joignant d'abord au comité de la diversité de la Co-operative Housing Federation of Toronto et ensuite au conseil d'administration de la **CHFT**. Il a été pendant quatre ans trésorier de la CHFT. Il a été élu à titre de représentant régional

pour l'Ontario de la FHCC à l'AGA de 2006. À ce titre, il siège également au Conseil de l'Ontario dont il est maintenant trésorier.

Ses craintes au sujet de la *Loi sur la réforme du logement social* de l'Ontario a été l'un des facteurs qui l'ont amené à se porter candidat. « J'ai travaillé pendant un an à la **Hospital Workers Housing Co-operative** et je sais à quel point la LRLS est un cauchemar pour le personnel des coopératives. » Il s'inquiète également du fait que les coopératives fédérales ne peuvent pas avoir accès aux suppléments de loyer de l'Ontario et il appuie une nouvelle campagne afin que ces coopératives obtiennent les subventions dont elles ont besoin.

Patrick voudrait que le conseil d'administration de la FHCC reflète mieux la diversité des collectivités de nos habitations coopératives. Il voudrait aussi que plus de jeunes participent. « Il s'agit de la prochaine génération pour les coopératives » explique-t-il.

Patrick est un fervent cycliste et il a souvent fait le parcours aller-retour de Toronto à Niagara Falls. Deux fois par année, il fait l'ascension par les escaliers de la Tour du CN et il recueille ainsi des fonds pour Centraide et pour le Fonds mondial pour la nature. 🚴